



4/3/ 1971

TAUPE ROUGE

Batignolles :

Bilan d'une grève

Lundi, 3 jours après la grève départementale de 24 heures, qui avait été une démonstration massive et puissante de la solidarité de tous les travailleurs de la région à ceux des Batignolles, les ouvriers de cette usine ont, dans leur majorité, voté pour la reprise du travail. Pourtant le patron a dû céder sur plus d'un point. Lui qui refusait de discuter salaires en dehors des périodes prévues par le contrat, a été obligé de le faire. Lui qui clamait bien haut qu'il ne donnerait pas de "prime à la violence" devra payer les journées de lock-out.

D'autre part, la force des travailleurs en lutte a imposé la réintégration des deux militants licenciés, contestant ainsi l'autorité du patron dans l'entreprise.

Comment expliquer cette reprise des travailleurs alors qu'ils ont obtenu peu de chose quant aux revendications salariales ?

QUELLES REVENDICATIONS ?

Depuis le vote du 16 Février, les travailleurs se battaient sur le contre protocole présenté par les syndicats.

Dans ce contre protocole, les organisations syndicales se battaient sur le terrain choisi par le patron : augmentations hiérarchisées, 1/4 d'heure de diminution du temps de travail de plus que ce que propose le patron, etc...

A aucun moment, elles n'ont mis en avant de revendications susceptibles d'UNIFIER LE MOUVEMENT SUR DE MEMES OBJECTIFS :

- 200 Frs D'AUGMENTATION EGALE POUR TOUS, HORAIRES COMME MENSUELS.
- Diminution du temps de travail EGALE POUR TOUS; (1/2 heure par jour, comme aux A.C.B.)

Avancer des augmentations hiérarchisées, c'est diviser le mouvement, c'est accepter la hiérarchie des salaires et des fonctions, à l'usine comme dans la société; c'est justifier qu'après SIX semaines de la même lutte, un gréviste soit augmenté de 48 centimes et l'autre de 57 centimes.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Après le succès de la grève de 24 h, les directions syndicales n'ont pas présenté d'autres initiatives susceptibles de faire céder la DG de Creusot Loire sur l'ensemble des revendications. Les directions confédérales des syndicats, qui reposaient la décision d'élargir la mobilisation aux autres usines du trust ou à l'ensemble de la métallurgie nationale, ont refusé de prendre en charge l'élargissement du conflit.

A 15 jours des municipales, les fractions politiques qui manoeuvrent les syndicats n'ont pas voulu courir le risque d'une généralisation du conflit, qui remettrait en cause la paix sociale, et par la même les fameuses élections. Pour ces fractions politiques, PCF en tête, il est plus important d'obtenir des strapontins dans les mairies que de mener des luttes d'envergure susceptibles de faire reculer véritablement le Patronat. Après avoir fait montrer les dents aux travailleurs pour arracher seulement quelques améliorations, ces fractions politiques se glorifient de ces "victoires" auprès des travailleurs et de la population pour se faire élire dans les Municipalités (cf: l'"Humanité" du mardi 2 mars !).

Le rôle des directions syndicales est de faire aboutir les revendications des travailleurs, et non d'utiliser leurs luttes revendicatives comme de simples forces d'appoint pour une compétition électorale.

POUR LA PARTICIPATION DE TOUS LES GREVISTES : L'ASSEMBLEE GENERALE.

D'une large majorité au début du mouvement, le nombre des grévistes combattifs s'est réduit à 422 lundi; le manque de perspectives du mouvement, le manque d'objectifs unifiants, n'expliquent pas seuls cette minorisation de la grève. A aucun moment le problème de la participation active au mouvement de l'ensemble des grévistes n'a été posé. Comment faire pour que les travailleurs les moins combattifs ne se désintéressent pas de la grève, comment faire pour que l'ensemble des travailleurs prenne conscience de l'enjeu de la lutte ?

Pour maintenir la cohésion des travailleurs dans la grève, pour éviter la démobilisation des travailleurs les moins conscients, il fallait qu'ils puissent être informés et débattre de la conduite du mouvement, de l'évolution des discussions avec la DG, etc... C'est seulement en Assemblée Générale que les travailleurs pouvaient définir leurs revendications, discuter et décider des formes de mobilisation, organiser la solidarité. Ne pas organiser d'AG de grévistes, c'est laisser en dehors du mouvement un nombre important de travailleurs, en particulier les non syndiqués; c'est les laisser désarmés face à la propagande gouvernementale; c'est perdre l'occasion de faire prendre conscience à ces travailleurs de la nécessité de s'organiser face au Patronat.

CE QUE SERA BATIGNOLLES POUR LA CLASSE OUVRIERE :

Pour la 1^o fois depuis la grève des mineurs de 63, un mouvement de solidarité politique et financière à une lutte ouvrière s'est développé au plan national, à l'initiative du Comité Nantais de Soutien. Les organisations syndicales, comités de luttes, comités de Secours Rouge, cellules d'organisations politiques, ont organisé des collectes et popularisé la grève sur tout le territoire.

En ce sens, la grève des BATIGNOLLES est déjà un exemple : on a pu voir par 2 fois (grève de l'atelier de polissage à Sud-Av., grève chez Landrin à St Nazaire) que les travailleurs de la région savaient mettre à profit les acquis de la grève des BATIS : créer un Comité de Soutien (Landrin), organiser des collectes pour leur grève (Sud- Av.).

Au sein de l'entreprise, des travailleurs, conscients du fait que tout n'apas été fait par les directions syndicales pour mener à bien cette grève, se posent le problème de l'efficacité de ces directions : c'est dans la lutte qu'on juge ses dirigeants !

Les travailleurs ne céderont pas au découragement ! Dès aujourd'hui, ils savent que les avantages accordés aux ouvriers chez PARIS, BRISSONNEAU, etc..., sont le résultat de la lutte des BATIGNOLLES.

ILS SAURONT RECONNAITRE DANS LES PROCHAINS MOUVEMENTS REVENDICATIFS LES FRUITS DE LEUR PROPRE COMBAT.

LIGUE COMMUNISTE.

Tous les LUNDIS, LISEZ " R O U G E " , en vente dans les kiosques.

Supplément à ROUGE n° 103 - Directeur de la publication : Ch. MICHALOUX.

IMPRIMERIE SPECIALE DE L'EDITEUR.